

**Pour nos salaires,
l'emploi, les missions publiques,
Pour que cesse la casse de la DGFIP
et des droits des agents,**

MOBILISONS-NOUS LE 6 AVRIL 2021 AVEC L'ENSEMBLE DE LA FONCTION PUBLIQUE !

Alors que cette crise a démontré une fois de plus l'utilité sociale et économique de la Fonction publique, alors que sans l'implication par exemple des agents des Finances publiques les caisses de l'Etat et des collectivités locales seraient vides pour financer la santé, l'éducation, les aides économiques et les services publics, alors que la nervosité et parfois l'agressivité des contribuables s'accroissent (pour exemple jamais une campagne d'impôt sur le revenu n'aura été abordée dans des conditions aussi catastrophiques)...,

...le gouvernement s'acharne contre l'intérêt public en continuant à supprimer à tour de bras les emplois, les lits d'hôpitaux, en privatisant et externalisant les missions, en préparant des budgets 2022 plus que jamais sous le signe de l'austérité, en rognant sur les droits et garanties des agents, en supprimant ou en vidant de leur contenu des instances où ils sont-étaient défendus (CAP, CHSCT).

C'est pourquoi la loi portant transformation de la Fonction publique doit être abrogée, le statut des fonctionnaires renforcé, des budgets programmés à la hauteur des besoins, les suppressions d'emplois stoppées avec un plan pluriannuel de recrutements de fonctionnaires et la titularisation des agents non-titulaires, la valeur du point d'indice revalorisée.

A la DGFIP, la non reconnaissance des revendications des agents par la DG est devenue tout simplement insupportable !

Pour la CGT, l'urgence est l'abandon des restructurations et des privatisations qui démantèlent notre administration centrale à réseau déconcentré. Il faut abandonner le NRP qui éloigne le service public de pleine compétence de la population, alors que celle-ci continue de se rendre devant les centres des finances publiques y compris durant cette crise !

La DGFIP doit être renforcée en termes d'emplois. La crise démontre toute la place qu'a la DGFIP dans la continuité de l'Etat. La prise en charge de la gestion du fonds de solidarité en est une des démonstrations ; l'embauche de contractuels pour y faire face est un scandale alors que tous nos services ont besoin d'emplois de fonctionnaires !

Les services sont exsangues et les agents ne sont plus en capacité d'assumer toutes les missions dans des conditions de travail décentes. La confusion volontaire de la DG entre télétravail confiné (mesure de protection sanitaire d'urgence) et télétravail « conventionnel » est révélatrice de son projet de vider les services (vers des flex-offices) pour effectuer des économies d'échelles. Ce serait l'isolement généralisé des agents et la perte de tout collectif de travail. La CGT le condamne fermement.

Pour la CGT la démocratie sociale et le dialogue social ne sont pas des concepts ou des éléments de communication, ils ont du sens. La pérennité et toutes les compétences des CAP et des CHSCT doivent donc être rétablies pour la défense des agents. Les instances du dialogue social institutionnel ne doivent plus être de simples chambres d'enregistrement des réformes décidées sans aucune prise en compte des revendications des agents.

**Alors participons nombreuses et nombreux
aux initiatives et rassemblements Fonction publique
organisés le 6 avril, à l'appel de
la CGT, Solidaires, FSU et Fédération autonome !**